

Michel Delebarre, « lobbyiste » à Bruxelles

par Stéphane FRAUD

C'est l'une de ses présidences les moins connues. Celle du groupe socialiste au sein du Comité des Régions, à Bruxelles. Un nouveau rôle pour le maire de Dunkerque.

TROIS jours. C'est la durée pendant laquelle Michel Delebarre se sera absenté de Dunkerque cette semaine pour siéger à Bruxelles. Certes, ce n'est pas Baden-Baden et le général De Gaulle - son staff le tient « régulièrement informé » des dossiers locaux -, mais cette grosse parenthèse sur son agenda est révélatrice de l'engagement accru du maire de Dunkerque dans ses nouvelles responsabilités au sein de l'Union européenne.

Elu le mois dernier président du groupe socialiste (PSE) au sein du Comité des Régions (Comitee Of The Regions, pour les anglophiles), Michel Delebarre prend son nouveau rôle très au sérieux. Loin de son univers franco-français et de ses pesanteurs, c'est un élu enthousiaste et studieux qui fait ses classes dans l'anonymat de cette ruche bourdonnante qu'est le Parlement de Bruxelles.

« Mickey Mouse »

Ici, pas de manières. Les grosses têtes n'ont pas la grosse tête. On y croise des Giscard, des Rocard, des Cohn-Bendit dans les ascenseurs, dossiers sous le bras : « Vous allez à quel étage ? », « Troisième, merci ».

Tout ce petit monde se retrouve à la confortable buvette, surnommée « *Chez Mickey Mouse* » en raison du coloris très carnavalesque de ses fauteuils. C'est là que la politique se fait et se défait. Un drôle d'univers clinquant, empreint de lourdeur bureaucratique et de dynamisme sincère, dans lequel Michel Delebarre n'a pas tardé à trouver ses marques. Il faut dire que ce dernier siège au sein de cette

instance depuis déjà quatre ans.

Bref rappel. Créé dans le cadre du traité de Maastricht (dans les faits depuis 1994), le Comité des Régions regroupe 222 représentants des collectivités territoriales de l'Union européenne. Des maires (de Dunkerque, par exemple). Des présidents de grosses agglomérations (Birmingham). Ou des présidents de régions (Haute-Normandie, Bavière...). Tous ont été désignés par leurs gouvernements respectifs. Pour

l'heure, ils n'ont qu'un rôle essentiellement consultatif, lorsque les « vrais » décideurs européens (le Conseil, la Commission) sollicitent leur avis sur tel ou tel projet de directive.

Et même si leur rôle est réduit, les délégués ne montent pas à la capitale belge pour faire de la figuration. En témoignent les joutes politiques et transnationales, observées mercredi et jeudi au cours de la session plénière du Comité des Régions, dans l'hémicycle de travail du Parlement.

Rapporteur d'un texte attendu, consacré à la « *nouvelle gouvernance* », un thème qui agite l'Union européenne en ce moment (comment réussir la réforme des institutions avant l'intégration des pays de l'ancien bloc communiste), Michel Delebarre a fait adopter sa motion à la quasi-unanimité (notre édition d'hier, page Eco). Non sans s'être plié à l'incontournable marchandage sémantique.

Une bataille des mots typiquement communautaire, qui porte à son paroxysme l'art de rayer d'un trait de

plume la moitié d'une phrase pour obtenir l'unanimité. Durant trois jours, le président du groupe socialiste aura ainsi multiplié réunions et sessions, sur fond de régime « sandwich ».

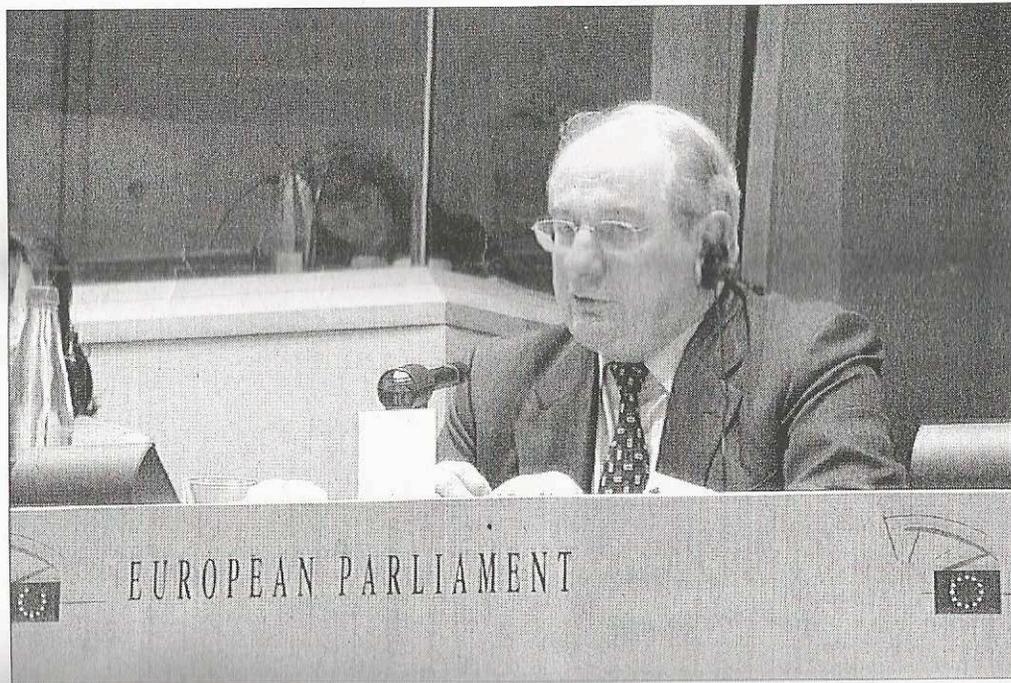
Une présidence de plus pour un Michel Delebarre déjà fort occupé ? « *Non, je choisis mes priorités et puis, ce sont mes collègues qui m'ont élu* », répond celui qui abandonne la présidence du Centre national de la fonction publique territoriale (CNPFT).

L'exemple bavarois

Directives sur la réglementation portuaire, le cabotage, le fret ferroviaire... Les thèmes d'intervention de l'Union européenne ne manquent pas. Participer au débat permet au moins de ne pas subir ce que les anti-Européens surnomment les « *diktats* » de Bruxelles. Michel Delebarre l'a bien compris, lui qui n'hésite pas à se présenter comme un « *lobbyiste* » !

Un mot pas très « politiquement correct » en France, mais qui, au-delà de sa traduction littérale (en anglais, *lobby* signifie groupe de pression), désigne le travail de relations publiques effectué dans un souci de défense d'intérêts. « *C'est une manière moderne de faire passer ses idées* », ajoute le Nordiste qui peut s'appuyer sur la permanence de la délégation de la Région Nord - Pas-de-Calais, composée de quatre personnes, et située à deux pas du Parlement.

« *Les Français ne jouent pas assez le jeu de l'Europe. Ils quémangent trop au lieu d'aller de l'avant. Regardez ce que font les Bavarois. Ils sont 200 ici, investissent un hôtel à deux pas du Parlement et affichent leur présence.* » Il y a encore du travail à faire...



Si'il ne s'exprime qu'en français, Michel Delebarre peut compter sur les interprètes pour défendre ses idées, au sein de cet organisme qui représente les collectivités territoriales de l'Europe.